



# Déclaration de politique générale

## **Efficacité énergétique : le point de vue de la communauté économique mondiale**

*Rédigé par la Commission de l'environnement et de l'énergie*

### **Messages clés**

L'efficacité énergétique est un élément fondamental du progrès vers un avenir énergétique durable. Sachant que la demande énergétique mondiale continuera de croître en réponse aux besoins et aux aspirations de la population mondiale, il est essentiel d'agir pour améliorer le rendement énergétique. Le présent document expose le point de vue de la communauté économique internationale sur l'importance de l'efficacité énergétique, en se fondant sur la vaste expérience des entreprises et sur leurs innovations dans ce domaine. En tant que fournisseurs et consommateurs d'énergie, les membres d'ICC, partout dans le monde, appliquent et soutiennent fermement une approche économique de l'efficacité énergétique. L'amélioration du rendement énergétique est un objectif rationnel pour les entreprises de très nombreux secteurs, pour des motifs incontournables. Une utilisation efficace de l'énergie :

- réduit les coûts (l'énergie est un élément essentiel de la production, de la distribution et du marketing des produits et des services) ;
- réduit les émissions et autres effets sur l'environnement ;
- accroît la disponibilité de ressources importantes mais non renouvelables ;
- abaisse le coût de l'énergie pour le consommateur, en réduisant non seulement la consommation, mais aussi la nécessité générale d'investir dans l'approvisionnement énergétique, ce qui est particulièrement important dans les pays du tiers monde où l'accès à un coût raisonnable à des services énergétiques modernes est essentielle pour le développement ;
- améliore la compétitivité et la productivité générale.

D'importants progrès ont été réalisés, dans toutes les régions du monde, en matière d'amélioration du rendement énergétique, mais d'autres avancées sont à venir, et il est encore possible de faire plus. L'Union européenne, par exemple, a lancé une initiative majeure en matière d'efficacité énergétique, dans le cadre de laquelle elle examine la possibilité de réduire de 20 % la consommation d'énergie, par des mesures économiquement satisfaisantes axées aussi bien sur l'offre que sur la demande. Le G8 a identifié le rendement énergétique comme un

domaine d'action clé où des efforts sont susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en améliorant la compétitivité, la santé et l'emploi.

Dans les pays en développement, investir aujourd'hui dans des technologies plus efficaces accélérerait l'amélioration du rendement énergétique pour plusieurs décennies. Cet élément est particulièrement important, car, même avec des gains d'efficacité, un meilleur accès à une énergie abordable implique dans l'absolu une forte croissance des besoins énergétiques. De nombreux pays en développement ont également mis en œuvre d'importantes campagnes axées sur l'efficacité.

L'amélioration du rendement énergétique n'est pas une panacée, mais, combinée à une diversification accrue des sources d'énergie et à des avancées technologiques, elle peut grandement contribuer à concilier les exigences contradictoires de la demande accrue de services énergétiques et de la protection de l'environnement. Des efforts appropriés en matière de rendement énergétique amélioreront l'efficacité de l'économie, l'emploi et la protection de l'environnement.

De ce fait, les marchés peuvent constituer, et constituent déjà, de puissants moteurs de promotion de l'efficacité énergétique. Profiter des incitations économiques à l'amélioration du rendement exige une tarification transparente de l'énergie, des informations sur les possibilités d'améliorer le rendement et des investissements permanents dans la recherche et le développement de futures solutions dans ce domaine. Sur toutes ces questions, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer.

L'on dispose aujourd'hui de mesures visant à améliorer le rendement énergétique éprouvées et vérifiées, efficaces en termes de coût, qui permettent d'économiser de l'argent et d'améliorer la qualité de vie. Un certain nombre de mesures tant sectorielles que multisectorielles pourraient avoir un effet majeur sur les initiatives de la société en faveur d'un meilleur rendement énergétique. Certaines de ces mesures encouragent à agir, tandis que d'autres orientent l'action grâce à un contrôle réglementaire – toutes devraient contribuer ensemble à renforcer et multiplier les efforts en vue de préparer un avenir énergétique durable. ICC considère qu'un certain nombre de principes clés pourraient servir de base à une coopération internationale et à l'instauration d'un cadre favorable à l'efficacité énergétique :

- utiliser les forces du marché ;
- promouvoir des échanges et des investissements ouverts, éviter les mesures restreignant le commerce ;
- encourager la recherche, le développement et le déploiement de technologies économes en énergie ;
- mettre l'accent sur la coopération internationale ;
- encourager la reconnaissance mutuelle des labels et des normes énergétiques librement consentis ;

- intégrer la question du rendement dans les politiques énergétiques relatives aux changements climatiques, à la sécurité, à l'accès et autres ; et
- développer et utiliser des systèmes de mesure fiables et rigoureux, ainsi que des approches axées sur le cycle de vie.

### **Le rôle indispensable de l'efficacité énergétique**

La société doit se réserver la possibilité de recourir à toutes les options énergétiques pour satisfaire la demande croissante. Le XXe siècle a été marqué par la suprématie d'une gamme limitée de sources d'énergie, principalement les combustibles à base de carbone et les centrales hydroélectriques et nucléaires. En raison de leur coût avantageux, de leurs performances, de leur disponibilité et de l'existence de chaînes d'approvisionnement efficaces, qu'il s'agisse de la livraison ou de la consommation, les combustibles fossiles resteront pour de nombreuses décennies encore une source d'énergie prépondérante, aux côtés du nucléaire et de l'hydroélectrique. En même temps, les énergies éolienne et solaire, la biomasse et les autres sources d'énergie renouvelables acquerront vraisemblablement une importance nettement accrue. Répondre aux besoins énergétiques du XXIe siècle exigera de poursuivre la diversification des sources d'énergie et de porter attention au rendement, tant en ce qui concerne la production que la consommation de toutes les ressources énergétiques. Des problèmes demeurent, et l'efficacité énergétique peut aider à les résoudre. Des programmes ambitieux de recherche et de développement dans le domaine technologique et d'amélioration du rendement énergétique, par exemple grâce à la production combinée et à d'autres méthodes d'optimisation de la consommation énergétique à l'échelle de systèmes entiers, seront essentiels pour continuer de progresser dans la voie d'une économie plus efficace et à plus faible teneur en carbone.

### **L'énergie au service du développement durable – recherche de synergies**

Depuis la révolution industrielle, le monde connaît une croissance constante de la demande énergétique. Deux principaux domaines sont en général reconnus comme posant problème : les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique locale et régionale. Dans les deux cas, le rendement énergétique peut jouer un rôle majeur en réduisant ces effets. Le défi, en ce qui concerne la réponse à apporter aux changements climatiques, est de concilier la demande énergétique croissante et les efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en préservant la croissance économique et en satisfaisant les aspirations sociétales. L'accélération de la croissance économique est presque toujours associée à une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Les besoins de la population ne portent cependant pas tant sur l'énergie elle-même que sur les services qu'elle procure (par ex. eau propre, chauffage, éclairage et mobilité). En se concentrant sur les moyens d'améliorer économiquement le rendement énergétique, il est possible de concilier la hausse de la croissance économique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans l'Union européenne, par exemple, où les bâtiments sont à l'origine de plus de 40 % du total des émissions de CO<sub>2</sub>, une série de mesures telles que l'utilisation d'ampoules électriques, appareils et chaudières à faible consommation ou l'amélioration de l'isolation pourraient significativement réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub> qui en

résultent.

Veiller à ce que les nouveaux bâtiments et infrastructures tiennent compte du rendement énergétique permettra aussi de répondre à des évolutions telles que la demande croissante de climatisation en limitant l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. La réduction de ces émissions et l'amélioration de l'efficacité énergétique ne sont cependant pas toujours synonymes. Bien qu'ils limitent les émissions, le piégeage et le stockage du carbone dans la production d'énergie, par exemple, exigent en fait plus d'énergie et font baisser le rendement.

Le second effet sur l'environnement – la pollution atmosphérique – pose un problème plus local. Brûler des combustibles fossiles continue de contribuer fortement à la pollution atmosphérique locale et régionale, bien que le progrès technologique ait significativement amélioré la situation. Les émissions des véhicules particuliers, qui participent à la pollution atmosphérique au niveau local et régional, ont par exemple été réduites de 98 % par l'utilisation de voitures modernes et de nouvelles formules de carburant. Si la société parvient à réduire économiquement la demande énergétique tout en maintenant la production à un niveau égal ou supérieur, l'économie pourra croître dans le respect de l'environnement et de la santé humaine.

## **Soutenir la coopération internationale entre les secteurs public et privé**

Les arguments économiques et écologiques sont clairs : la question est de savoir comment identifier et mettre en œuvre ces économies d'énergie économiquement raisonnables, au moyen d'une interaction adéquate entre les rôles des secteurs public et privé, les forces du marché et la coopération internationale. De nombreuses entreprises ont mis en place des systèmes de gestion de l'énergie leur permettant d'évaluer et d'améliorer en permanence la consommation et le rendement énergétiques. Ces systèmes intègrent les considérations énergétiques dans les décisions générales de gestion, et en font une partie intégrante de l'investissement et de l'activité de l'entreprise.

Les systèmes de gestion de l'énergie constituent typiquement une plate-forme permanente d'analyse des conditions et opportunités du moment, de formulation de recommandations et de planification des investissements et des changements opérationnels visant à améliorer le rendement, de mise en œuvre des projets et d'évaluation des résultats. Ils permettent de trouver les possibilités qui offrent la plus forte valeur, telles que des synergies en matière de consommation d'énergie de différents sites, et de diffuser les meilleures pratiques dans toute l'organisation. Là où ils sont déployés, les systèmes de gestion de l'énergie ont apporté des améliorations significatives du rendement et généré d'impressionnants retours financiers.

Les investissements et autres projets doivent être évalués en fonction de leurs mérites respectifs, et les différences nationales et régionales doivent être prises en considération. Il est important, en particulier, de tenir compte de la durée de vie des systèmes et infrastructures existants. Les meilleurs gains économiques sont en général réalisés en remplaçant les éléments les moins rentables du stock de capital à la fin de leur durée de vie économique. Les circonstances étant différentes selon les situations nationales et régionales, chaque pays – et chaque entreprise – doit

déterminer l'approche qui répond le mieux à ses aspirations et à ses besoins.

## **Possibilités d'action en faveur de l'efficacité énergétique**

On trouvera ci-dessous une liste sélective d'approches utiles en matière d'efficacité énergétique, dont beaucoup impliquent la coopération des secteurs public et privé.

*Développement de technologies avancées* : Le développement et la mise en œuvre à l'échelle mondiale, dans tous les secteurs, de nouvelles technologies énergétiques économiquement raisonnables sont un moyen efficace d'améliorer le rendement énergétique et de réduire à long terme les émissions de gaz à effet de serre. Le mieux, pour faciliter cette approche, est de faire appel à des initiatives volontaires et à des mesures axées sur le marché, y compris un soutien étatique à la recherche et au développement ainsi que l'élimination des obstacles pouvant entraver l'acceptation et l'utilisation des produits sur le marché, en plus de la mise en place des infrastructures nécessaires.

*Production combinée de chaleur, de froid et d'électricité* : Le potentiel que représente la production combinée, dans un même processus, de chaleur, de froid et d'électricité est énorme, partout dans le monde. Cette production combinée devrait donc être considérée comme une source d'électricité, de chauffage et de réfrigération à faible teneur en carbone, quel que soit le combustible utilisé dans le processus.

*Transferts de technologie et coopération* : Il existe d'importantes possibilités de renforcer l'utilisation des technologies efficaces existantes. Souvent, le transfert et le déploiement des technologies sont entravés par l'absence de cadre favorable. Il faut faire plus pour encourager le transfert des technologies efficaces disponibles et élargir le marché des futures technologies innovantes. Le récent partenariat Asie-Pacifique en matière de développement propre et de climat en est un exemple.

*Instrumentations fiscales* : Plusieurs pays européens ont fortement réduit la taxation des produits énergétiquement efficaces utilisés dans la rénovation de biens immobiliers. Aux États-Unis, l'Energy Policy Act de 2005 prévoit des crédits d'impôt pour la prise en compte du rendement énergétique dans les logements neufs et anciens, ainsi que les locaux commerciaux. Cette loi sur l'énergie offre également des incitations fiscales aux acquéreurs de véhicules hybrides, accélérant ainsi la mise sur le marché de nouvelles technologies avancées de propulsion des véhicules.

*Services énergétiques* : Les consommateurs veulent bénéficier des services qu'assure l'énergie (par ex. chauffage, éclairage, confort), et non de l'énergie elle-même. Dans cette perspective, plusieurs régions ont fait l'expérience de transformer les fournisseurs d'énergie en prestataires de services énergétiques. De telles initiatives offrent aux entreprises du secteur énergétique et autres la possibilité de soutenir l'amélioration du rendement énergétique tout en augmentant leurs bénéfices.

*Codes et normes de construction* : Des codes de construction nationaux prenant en considération le rendement énergétique peuvent être un outil efficace pour obtenir que les

bâtiments soient construits de manière à réduire la consommation d'énergie. Dans ses conclusions de Gleneagles, en 2005, le G8 a appelé l'Agence internationale de l'énergie à réviser les normes et codes en vigueur en matière de construction. Cette révision est particulièrement importante pour les pays en développement où la croissance économique entraîne un essor des constructions nouvelles. Le Mexique, par exemple, prévoit à lui seul de construire plus de vingt millions de nouveaux logements d'ici 2030, et les normes appliquées détermineront donc l'efficacité énergétique de l'immobilier pour de nombreuses années à venir.

*Partenariats et engagements librement consentis* : Les accords ou initiatives volontaires offrent une approche flexible de l'amélioration du rendement énergétique. Aux États-Unis, le programme « Climate Leaders » de l'EPA encourage les entreprises commerciales et industrielles à élaborer à titre individuel des stratégies complètes à long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au Japon, les industries ont choisi d'adopter des mesures dans le cadre du Plan d'action volontaire du Keidanren et, en Afrique du Sud, les membres de la National Business Initiative ont signé un accord sur l'efficacité énergétique avec le ministère des Mines et de l'Énergie. En Finlande, un programme reposant depuis plus de 10 ans sur des accords volontaires en matière d'amélioration du rendement énergétique et d'économies d'énergie, conclus entre le ministère finlandais du Commerce et de l'Industrie et des entreprises industrielles et énergétiques, a produit d'excellents résultats.

*Information des consommateurs* : Le programme « Energy Star » américain et le label énergétique européen ont permis d'améliorer le rendement énergétique des bâtiments et de produits tels que réfrigérateurs et photocopieuses. Des campagnes de publicité et de conseils aux consommateurs, d'inspiration commerciale, telles que l'Energy Hog Campaign aux États-Unis, ont en outre contribué à encourager parents et enfants à prendre en main la consommation énergétique de leur foyer et à mieux leur faire comprendre l'intérêt des technologies économes en énergie. Il reste cependant encore beaucoup à faire pour sensibiliser l'ensemble de la population aux avantages d'une amélioration du rendement énergétique.

## **Conclusions**

Les membres d'ICC sont convaincus que l'efficacité énergétique est un objectif commercialement rationnel et un facteur de renforcement certain de la compétitivité. Elle constitue en outre un élément essentiel de l'évolution mondiale vers un avenir énergétique plus durable. Les facteurs de marché actuels offrent déjà de fortes incitations à l'amélioration du rendement énergétique. Il existe aujourd'hui des solutions techniques et des cadres politiques susceptibles d'améliorer le rendement énergétique, et l'innovation technologique continuera d'apporter d'autres solutions au fil du temps. De nombreuses entreprises disposent, pour en tirer parti, de systèmes de gestion de l'énergie bien établis, dont les impressionnants résultats sont avérés.

Dans chaque région, des plans d'action clairs sont nécessaires en matière d'efficacité énergétique afin d'identifier toutes les mesures susceptibles de contribuer, avec les marchés, à renforcer l'information et à lever les obstacles au déploiement de solutions économiques. Afin de capitaliser sur les améliorations qui peuvent être apportées grâce aux transferts de technologie, les obstacles doivent être identifiés et éliminés et les cadres nationaux et internationaux

